



Déclaration liminaire du CSA Local de la Vienne du 09 octobre 2023

Madame la Présidente,

Même si le contexte général semble être celui de l'échec de la lutte contre la retraite à 64 ans, de petits gains sont à mettre au compte des grévistes et de ceux qui ont lutté comme par exemple la préretraite pour les fonctionnaires dont le décret est récemment sorti et qui n'était pas prévu dans le projet gouvernemental initial.

Pourtant il a été démontré que d'autres projets que le recul d'âge sont possibles. Ce ne sont pas les récentes gabegies à Versailles avec Charles III ou le nouveau record de profits des grandes entreprises françaises, ou encore la jamais vu Loi de programmation militaire française à 413 milliards d'euros qui nous feront dire le contraire.

La grande majorité de la population avec 90 % des actifs est opposée au recul de l'âge et encore deux tiers des français disent vouloir que la lutte continue contre la retraite à 64 ans.

Des dépenses faramineuses en pleines souffrances dues à la vie chère toujours à un haut niveau que ce soit pour l'énergie, l'alimentaire, les assurances, la taxe foncière ou les carburants et à la DGFIP, Mr Attal est parti avec une promotion à l'Éducation Nationale et nous a laissé avec des problèmes encore plus forts comme l'exemple presque parfait d'une mauvaise réorganisation avec un mauvais applicatif version bêta même pas terminé du nom de GMBI ou GestLoc...

De plus le gouvernement diminue le budget de fonctionnement et de nouvelles suppressions d'emplois nous sont promises.

Au 1er Juillet 2023, le point d'indice a connu une revalorisation de seulement 1,5 %, passant ainsi de 4,85 € à 4,92 €. Même pas de quoi atteindre la barre symbolique des 5 € et bien loin des 10% réclamés par la CGT.

Alors que dire lorsque d'après Médiapart, grâce à la substantielle augmentation des catégories G1, G2 et G3 depuis le 1^{er} janvier de cette année, nos préfets, ambassadeurs, et directeurs des finances publiques ont ainsi bénéficié d'une revalorisation à hauteur de 25 %.

C'est certain qu'une telle révision des grilles de la fonction publique aurait été plus appréciée par le collectif de travail si cette dernière avait été déployée sur les grilles C1 à C3. On ne dit pas que vous ne le méritez pas. À la CGT, on est tiraillé par deux sentiments : la jalousie et le sentiment d'un profond mépris du gouvernement à l'endroit de l'ensemble des fonctionnaires. D'un mépris pour leur quotidien, leur capacité à affronter l'avenir, leur capacité à s'assurer une retraite décente, leur capacité à prospérer. Si les conditions de vie personnelle se réduisent significativement, nous n'imaginons pas que la performance puisse suivre.

En fait si. Les collègues sont tous dévoués à la mission de service public qu'ils accomplissent. Chaque jour, ils viennent dans les services pour aligner des chiffres dans des tableaux, rédiger des textes administratifs, tout en sachant que ce travail va bénéficier à la société, car réellement leur mission permet d'anticiper les

crises, de garantir la solidité des décisions des collectivités territoriales et tout cela avec professionnalisme et une totale abnégation.

Et pourtant, ils sont en colère. Pas contre vous ! Pas directement contre vous. Pas contre l'homme, mais contre le représentant du gouvernement.

Gouvernement qui pour cacher la misère et faire oublier l'inflation de ces dernières années fait paraître au Journal Officiel un décret portant création de la fameuse prime pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents de la Fonction Publique et donc de la DGFIP.

Cette Prime forfaitaire, non reconductible, soumise à plusieurs conditions, avec un barème de modulation, sera imposable et non prise en compte pour la retraite.

Pour la CGT, cette prime ne fera pas avaler la faiblesse de l'augmentation du point d'indice et les petits bricolages sur les grilles.

Cette mesure n'est pas de nature à répondre aux revendications salariales

Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques et dégradations de nos vies, encore la mobilisation ! Cela dépend de nous ! Nous appelons bien sûr les collègues à se mettre en action dès la journée de grève et manifestations du 13 octobre avec l'intersyndicale et dans toute l'Europe pour la défense des droits des travailleuses et des travailleurs. Cette journée a lieu en pleines négociations DGFIP sur nos rémunérations et carrières.

Mais heureusement que tout va à merveille à la DDFiP sinon cela pourrait être jugé inquiétant.

Mais pensez-vous, GMBI a parfaitement fonctionné, la situation de l'emploi est optimale, tous les services baignent dans l'euphorie du travail bien fait grâce aux moyens formidables dont nous disposons. Et nous avons un employeur formidable qui sait à merveille anticiper les changements tout en récompensant à sa juste valeur ses personnels.

Bref, puisque tout va bien, demandons-nous si nous ne perdons pas notre temps dans ces instances surannées. Mais sortons un peu de cette réalité alternative que nous ne partageons pas du côté des salarié.es de base : le sous-emploi atteint son paroxysme avec sa cohorte de mal être et de tensions dans les services, les applications dysfonctionnent les unes après les autres, les restructurations continuent sans que jamais au grand jamais, un bilan contradictoire ne soit fait (et même un bilan tout court...). Mais quand la Direction se déplace dans les services c'est pour user et abuser de la méthode Coué : tout va très bien ! Circulez, y'a rien à voir ! Et la Direction fait comme si elle y croyait et multiplie les injonctions contradictoires, voulant appliquer par exemple les directives de Bercy comme le « nouveau SIP » et l'accueil multicanal quand bien même les collègues ne sont pas assez nombreux-ses. Et on ne se prive pas de communiquer sur le fait que l'on répond aux attentes des usagers mais sans préciser le où, le quand et surtout, le comment !

Aujourd'hui, Bercy réunit tous les paramètres pour que les choses tournent au plus mal : sous effectifs records, charge de travail en augmentation, malaise généralisé avec un sentiment de coupure entre la base et la chaîne de commandement, missions en mode dégradé, et nous ne parlons pas des chef.fes de service qui sont dans la même panade que leurs équipes. Les problèmes s'accumulent et il n'y a pas de réaction, pas de réponses.

Il faudrait sans doute faire une enquête un peu fine pour en savoir plus sur l'état d'esprit des troupes. On pourrait appeler ça « baromètre social » et en tirer des conclusions et plans d'action par exemple. Et on pourrait même mettre ça à l'ordre du jour d'un CSAL... Pour que rien ne change. Et oui, ce baromètre annuel, que nous avons déjà évoqué, bien qu'assez éloquent sur l'état d'esprit général n'empêche pas Bercy de continuer à foncer droit dans le mur. Les points noirs sont clairement identifiés pourtant : charge de travail, perspectives, rémunération, reconnaissance... Rien ne bouge donc. Ou plutôt si, Bercy continue la casse du réseau et des missions, les salaires sont gelés et la perte de sens au travail s'accroît ! Au-delà du désenchantement généralisé, l'absurdité croissante de la situation mène au désengagement des troupes méprisées et ignorées.

Parce que nous sommes attachés au service public et aux missions de la DGFIP, nous ne nous résignons pas à cette dégradation continue de notre administration.

Mais la direction va nous assurer une fois encore qu'elle soutient et accompagne, au mieux(!!!), les SIP et le SDIF dans l'exercice difficile de leurs missions et la charge de travail de GMBI, chronique d'une catastrophe annoncée !

Nous demandons un point sur le SDIF et un point GMBI sur le département, un bilan des SGC et leurs antennes (suites NRP).

Loin d'être un espace d'échanges concrets et constructifs entre OS et Direction locale, le CSAL est un espace stérile où l'information est purement descendante comme lors du COM ou annoncé dans le cadre des futurs débats locaux sur le RI.

Au passage, il n'est d'ailleurs pas anecdotique que cette instance mise en place en janvier n'ait toujours pas de règlement intérieur.

Les instances mises en place par notre administration s'apparentent plus que jamais à des chambres d'enregistrement. Nous allons voter sur le déménagement du service des amendes en l'absence d'un véritable argumentaire de la part de la Direction pour justifier d'une décision très lourde de conséquences.

Cependant nous sommes très heureux d'apprendre que les CDL accompagnent « les ordonnateurs dans la maîtrise de leurs risques et pour assurer la qualité comptable » dans le cadre de la RGP. Mais quid des agents ?

Nous sommes heureux aussi d'apprendre que la chaudière fioul de Civray va bien être remplacé en 2023 !

